

# VEILLE SECTORIELLE

## Allemagne

Une publication du SER de Berlin  
N°06 – juin 2026

## Sommaire

### L'info à retenir

#### Transition Ecologique & Énergétique

1. **Economie circulaire : le gouvernement adopte un programme d'action**
2. **Pour la première fois, l'Allemagne va produire ses propres plateformes offshore**
3. **Le Bundesrat souhaite réformer la loi sur l'éolien en mer**
4. **Rencontre des ministres de l'Environnement germanophones à Vienne**
5. **Fortes chaleurs en Allemagne : le ministre Schneider renvoie la responsabilité aux Länder et communes**
6. **L'Allemagne réaffirme ses priorités climatiques à Bonn et à Londres**

7. **Le rapport BDEW/EY appelle à une réforme des soutiens publics à la transition énergétique**

8. **Les technologies de capture de CO<sub>2</sub> atmosphérique au cœur de la stratégie climatique allemande**

#### Transports

1. **Le gouvernement allemand dévoile sa nouvelle stratégie aéronautique**
2. **L'ensemble du système ferroviaire national touché par une panne**
3. **Pas de prolongation de la réduction de la taxe sur le carburant**
4. **Le Bundestag adopte la loi sur l'avenir des infrastructures**
5. **Nouvelle stratégie : la DB prévoit un bénéfice après impôts à partir de 2026**

6. Fermeture du pont endommagé de Bonn-Nord

réduction de leurs investissements en Allemagne

## Entreprises & International

1. Chute des actions de Rheinmetall

8. Made in Europe : la fédération allemande de l'automobile se (re)positionne

2. Création de la joint venture OHB Rheinmetall Space Networks GmbH

9. Volkswagen avance dans sa restructuration radicale

3. Re-capitalisation en bourse d'OHB

10. BMW revoit à la baisse ses perspectives pour 2026

4. La ministre de l'Économie et de l'Énergie en voyage en Turquie et au Kazakhstan pour renforcer la coopération bilatérale

11. Plus de 11 300 brevets allemands sont détenus par la Chine

5. Intervention du Chancelier et des Ministres fédéraux lors de la Journée de l'Industrie

12. BioNTech traverse sa crise la plus sévère depuis sa création

6. Les États-Unis ouvrent une enquête commerciale contre l'Allemagne sur le prix des médicaments

## Numérique & Innovation

7. Eli Lilly et Boehringer Ingelheim annoncent la

1. Protection des mineurs en ligne

2. L'Allemagne est Pays à l'Honneur de VivaTech 2026

## L'info à retenir

### VivaTech 2026

L'Allemagne était Pays à l'Honneur de VivaTech 2026, 10ème édition du plus grand festival européen de startups, à Paris.

## Transition Ecologique & Energétique

### 1. Economie circulaire : le gouvernement adopte un programme d'action

Le gouvernement fédéral a adopté, le 4 juin, un programme d'action pour mettre en œuvre la Stratégie nationale pour l'économie circulaire ([NKWS](#)), publiée en décembre 2024 sous l'ancienne coalition SPD/Verts/FDP. Le texte prévoit douze mesures d'ici fin 2027 et 260 M€ issus du Fonds Climat et Transformation (KTF) jusqu'en 2029. Parmi les principaux axes figurent la création d'une plateforme pour accompagner les projets et structurer de nouvelles chaînes de valeur, le lancement d'un programme de soutien à l'innovation à partir de fin 2026, le renforcement de la commande publique pour les produits recyclés, ainsi que des évolutions du cadre juridique, notamment sur les textiles, les emballages et les déchets. Plusieurs fédérations économiques et communales saluent le signal envoyé, tout en relevant le manque de caractère contraignant, de rapidité de mise en œuvre et d'incitations économiques plus fortes. (Sources : [BMUKN](#))

### 2. Pour la première fois, l'Allemagne va produire ses propres plateformes offshore

Le gestionnaire de réseau de transport d'électricité 50Hertz a attribué un contrat au consortium formé par Siemens Energy et Neptun Smulders Offshore Renewables (NSORe) pour le projet de raccordement offshore North Sea Connector 2. Salué par la ministre de l'Économie et de l'Énergie Katherina Reiche, ce projet de 2 GW marque un tournant, ces infrastructures étant pour la première fois majoritairement produites en Allemagne. Siemens Energy, responsable de la technologie haute tension, réalisera près de 95 % de sa part sur le sol allemand, avec la fabrication des transformateurs à Nuremberg et des appareillages de commutation à Berlin. En parallèle, le chantier naval Neptun/Meyer Werft construira la structure principale de la plateforme à Rostock-Warnemünde. Cette commande initiale, comprenant une plateforme offshore et une station terrestre, pourrait créer ou sécuriser plus de 500 emplois en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Sa mise en service est prévue pour la fin de l'année 2034.

### 3. Le Bundesrat souhaite réformer la loi sur l'éolien en mer

Le Bundesrat demande au gouvernement de présenter avant la pause estivale un projet de révision de la loi sur l'éolien en mer. Cette demande intervient alors que le secteur rencontre plusieurs difficultés : une absence totale de candidats fin 2025 qui a obligé à annuler tous les appels d'offres éoliens en mer en 2026, ainsi qu'une incertitude sur les parcs attribués entre 2023 et 2025 à BP et TotalEnergies, fragilisés par l'explosion des coûts et les retards de raccordement au réseau. Les Länder souhaitent pour ces raisons la mise en

place d'un financement via des contrats pour différence (CfD) bilatéraux entre l'État et les entreprises. Indexés sur la production, ces contrats permettraient d'offrir une protection contre les aléas de marché. Le Bundesrat juge aussi nécessaire d'ajuster les offres à l'inflation entre l'attribution et la décision finale d'investissement afin de sécuriser les projets. Cette initiative rejoint les attentes de l'Association des exploitants de parcs éoliens en mer (BWO), qui soutient l'approche des CfD et propose en plus une réforme incluant un mécanisme légal de restitution volontaire et accélérée des zones attribuées entre 2023 et 2025. Ce dispositif, qui serait tout de même réglementé, permettrait de libérer jusqu'à 16 GW avec une réallocation dès 2027.

#### **4. Rencontre des ministres de l'Environnement germanophones à Vienne**

À l'invitation du ministre autrichien Norbert Totschnig, les ministres de l'Environnement des pays germanophones (Liechtenstein, Luxembourg, Allemagne et Suisse) se sont réunis à Vienne les 18 et 19 juin 2026 afin de renforcer la coordination de leurs actions face aux enjeux actuels de politique climatique et environnementale. Les échanges ont porté sur la coopération internationale en amont des prochaines conférences des Nations unies sur la biodiversité et sur le climat. Les participants ont également souligné la nécessité d'articuler la transition vers la neutralité carbone, le déploiement des énergies renouvelables et la préservation des écosystèmes, en lien avec la mise en œuvre du règlement européen sur la restauration de la nature. Les ministres ont par ailleurs examiné les opportunités liées à la bioéconomie et à la réduction des déchets plastiques, envisagées comme des moteurs d'innovation, de valeur ajoutée et de création d'emplois. Ils ont enfin analysé les effets des tensions

géopolitiques sur la sécurité et l'approvisionnement en matières premières critiques indispensables aux technologies vertes. La prochaine rencontre se tiendra en Suisse. (Sources : [BMUKN](#))

#### **5. Fortes chaleurs en Allemagne : le ministre Schneider renvoie la responsabilité aux Länder et communes**

Le 30 juin 2026, le ministre de l'Environnement et de la Protection du Climat, Carsten Schneider (SPD), a rappelé que la protection contre les fortes chaleurs, notamment dans les hôpitaux, Ehpad et écoles, relève d'abord des Länder et des communes. Touchée par une canicule dépassant localement les 40°C, l'Allemagne a vu ses infrastructures mises sous tension, avec des dégâts sur certaines autoroutes et des perturbations ferroviaires. Le ministre Schneider a souligné que les Länder disposent de 100 Md€ issus du programme spécial consacrés aux investissements dans les infrastructures et le climat, qu'ils peuvent mobiliser librement pour des mesures d'adaptation à la chaleur. Il a par ailleurs démenti les rumeurs selon lesquelles le ministère aurait supprimé les subventions pour l'adaptation des établissements sensibles qualifiant ces informations d'« inexactes ». Le gouvernement fédéral intervient en complément, via des programmes de financement dédiés à la gestion des risques climatiques et à l'adaptation, sans se substituer aux autorités locales. Il a enfin annoncé travailler à la pérennisation de ces financements, reconnaissant la nécessité de renforcer les mesures après l'épisode caniculaire.

#### **6. L'Allemagne réaffirme ses priorités climatiques à Bonn et à Londres**

Lors des négociations intermédiaires sur le climat de l'ONU à Bonn du 8 au 18

juin, le gouvernement allemand a rappelé que l'Accord de Paris est la référence commune et qu'il faut accélérer sa mise en œuvre. Le ministre fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat C. Schneider a insisté sur le lien entre les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les résultats du Bilan mondial, tout en promouvant l'Objectif mondial d'adaptation. L'Allemagne a aussi présenté son premier rapport de transparence, se positionnant comme un bailleur de fonds fiable, et appelant les autres pays à suivre son exemple.

Dans le cadre de la London Climate Action Week se tenant du 22 au 26 juin, le gouvernement a annoncé son soutien à l'initiative « Electrify Now », visant à accélérer l'électrification de l'économie mondiale. L'Allemagne mise sur cette transition pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles, avec des progrès notables comme 25 % de véhicules électriques vendus en 2026 et une croissance des pompes à chaleur. Parallèlement, elle soutient le Fonds Cali, un mécanisme innovant pour financer la protection de la biodiversité via des contributions privées. (Sources : [BMUKN 1](#), [BMUKN 2](#))

## **7. Le rapport BDEW/EY appelle à une réforme des soutiens publics à la transition énergétique**

Publié le 2 juin par la Fédération allemande de l'énergie et de l'eau (BDEW) et le cabinet de conseil EY, le rapport «*Fortschrittsmonitor Energiewende*» souligne un défi majeur : bien que l'électrification du système énergétique entraîne des coûts initiaux élevés, une planification intégrée de la production, des réseaux et du stockage permettrait de réduire significativement le coût par MWh à terme. Les auteurs recommandent donc une réforme des mécanismes de soutien public pour mieux accompagner cette transition. Le rapport souligne également que, du côté des

énergies renouvelables, malgré un record du photovoltaïque en 2025, l'éolien reste freiné par les lenteurs administratives, avec une progression nette de seulement 4,6 GW terrestres et 0,5 GW offshore ajoutés. En ce qui concerne l'hydrogène, d'après l'étude, l'objectif de 10 GW d'électrolyseurs d'ici 2030 serait irréaliste. Finalement, sur le thème de la chaleur verte, avec 20,7 % de chaleur renouvelable en 2025, le pays semble loin de son objectif de 32 % pour 2030. Le secteur est toutefois porté par la dynamique des pompes à chaleur (dépassant pour la première fois les ventes de chaudières à gaz) et une augmentation de la planification thermique dans les villes. (Sources : [Fortschrittsmonitor 2026](#))

## **8. Les technologies de capture de CO<sub>2</sub> atmosphérique au cœur de la stratégie climatique allemande**

Le 8 juin 2026, le ministère fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat (BMUKN) a réuni 180 experts lors d'une conférence dédiée aux technologies de capture du CO<sub>2</sub> atmosphérique. Ces innovations, bien que complémentaires à la réduction des émissions, sont présentées comme essentielles pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2045, en complément des efforts de réduction des émissions. Comme l'a souligné le ministre Carsten Schneider (SPD), « *ces technologies doivent être développées rapidement pour compenser les émissions résiduelles, notamment dans l'agriculture et l'industrie* ». Pour accélérer leur déploiement, le BMUKN travaille sur une stratégie à long terme, incluant : (i) Un programme d'investissement pour soutenir des technologies comme le DACCS (capture directe dans l'air) et le BECCS (capture via biomasse), et (ii) Un programme d'achat de certificats CO<sub>2</sub> pour créer une demande stable et intégrer ces technologies dans le marché carbone européen (ETS). Un budget de 110 M€ est prévu en

2026, avec des engagements totaux pouvant atteindre 300 M€. (Sources : [BMUKN](#))

## Transports

### 1. Le gouvernement allemand dévoile sa nouvelle stratégie aéronautique

A l'occasion d'ILA, le salon aérospatial de Berlin, le Chancelier F. Merz a dévoilé la nouvelle stratégie aéronautique (Luftfahrtstrategie) de l'Allemagne, qui remplace la précédente édition datant de 2014 ainsi que le concept de transport aérien de 2017. Elle ambitionne de positionner l'Allemagne comme nation pionnière du secteur dans les quinze prochaines années, à la fois compétitive, souveraine, résiliente et respectueuse de l'environnement. Co-signée par les ministères fédéraux de l'Economie et de l'Energie (BMWE), des Transports (BMV) et de la Défense (BMVg), elle intègre pour la première fois l'industrie aéronautique, le transport civil et l'aviation militaire. ([Luftfahrtstrategie der Bundesregierung](#))

### 2. L'ensemble du système ferroviaire national touché par une panne

Dans la nuit du 23 au 24 juin, le trafic ferroviaire allemand a été totalement paralysé pendant environ deux heures, entre 22 h 30 et 0 h 30, à la suite d'une défaillance du système de radiocommunication ferroviaire GSM-R. Il s'agit d'un standard 2G datant des années 1990, assurant les échanges entre conducteurs et aiguilleurs. Des dizaines de milliers de passagers des trains à grande vitesse, des liaisons régionales et des trains urbains se sont retrouvés bloqués dans les gares, tandis que le trafic de

marchandises a également été interrompu. Ce n'est qu'après le basculement vers un système de secours que les trains ont pu progressivement repartir, avec un retour à la normale le mercredi matin. Cette panne, survenue dans un contexte de critiques répétées contre le vieillissement des infrastructures ferroviaires allemandes, a suscité de vives réactions. La filiale technique de la Deutsche Bahn, DB System GmbH, a indiqué qu'un remplacement planifié d'un composant sur le réseau GSM-R serait à l'origine de l'incident. Aucune tentative de sabotage physique ou hybride n'a été détectée.

### 3. Pas de prolongation de la réduction de la taxe sur le carburant

Le gouvernement a annoncé la fin, au 1er juillet, de la baisse de la taxe sur les carburants de 17 cts qui était en vigueur depuis début mai pour une durée initiale de deux mois. Cette décision a été confirmée mercredi par Sepp Müller et Armand Zorn, vice-présidents des groupes parlementaires respectifs de la CDU/CSU et du SPD. La principale justification avancée par M. Müller est d'ordre budgétaire : « Dans la situation actuelle, nous ne pouvons pas nous permettre de contracter de nouvelles dettes pour cela. » Les deux responsables ont toutefois précisé qu'après l'expiration de cette mesure, la coalition envisagerait des aides plus ciblées pour amortir les prix élevés à la pompe. Ce soutien conditionnel s'adresserait en priorité aux navetteurs, aux artisans, ainsi qu'aux habitants des zones rurales.

### 4. Le Bundestag adopte la loi sur l'avenir des infrastructures

La loi sur l'avenir des infrastructures (*Infrastruktur-Zukunftsgesetz*) adoptée le 26 juin par le Bundestag, prévoit une ac-

célération significative des projets d'infrastructures dans les domaines des transports et de l'énergie en élargissant la notion d' « intérêt public supérieur ». Celle-ci couvre désormais davantage de projets, parmi lesquels la construction d'autoroutes ou de voies ferrées, et la rénovation des ponts, des voies navigables et des infrastructures navales relevant de l'État fédéral. Pour certains projets, comme l'électrification de lignes ferroviaires, les évaluations des incidences sur l'environnement seront simplifiées ou supprimées. La mesure phare de cette réforme permet aux porteurs de projets énergétiques de verser une compensation financière en cas d'atteinte à l'environnement, plutôt que de réaliser des mesures de compensations matérielles sur le terrain. La loi sur l'avenir des infrastructures contient également un accord de principe pour une future loi complémentaire sur les infrastructures naturelles (*Naturinfrastruktur-Gesetz*) qui permettra de compenser plus rapidement et plus généreusement les dommages environnementaux à travers une définition d'infrastructure naturelle de grande valeur pour le pays.

## **5. Nouvelle stratégie : la DB prévoit un bénéfice après impôts à partir de 2026**

Le 25 juin, la Deutsche Bahn a présenté sa nouvelle stratégie visant à un retour à la rentabilité dès 2026. Celle-ci repose sur une amélioration du résultat opérationnel de plus d'1 Md €, pour atteindre 1,7 Md € d'ici 2030. Elle prévoit une gestion plus rationalisée et une priorisation claire : rénover le réseau existant plutôt que de construire de nouvelles lignes et abandonner l'objectif de doublement du nombre de passagers, alors que le réseau est déjà saturé. La stratégie pour la décennie à venir désigne 2026 comme une année de restructuration. L'objectif

est de générer 500 M € d'économies annuelles sur les coûts de personnel et de matériel à partir de 2028. D'ici 2030, la DB vise des progrès tangibles dans la modernisation du réseau, avec un achèvement global prévu pour 2035. La ponctualité des trains longue distance devrait atteindre 80 % (contre 60,1 % en 2025). Enfin, la part de marché de la DB sur la longue distance devrait se stabiliser autour de 85 % (95 % actuellement) en raison de l'intensification de la concurrence.

## **6. Fermeture du pont endommagé de Bonn-Nord**

Le pont Friedrich Ebert ou pont de Bonn-Nord, qui enjambe le Rhin, est complètement fermé à la circulation depuis le 3 juin. Ce pont, construit en 1967, est emprunté quotidiennement par 90 000 à 100 000 véhicules et connaissait déjà des restrictions d'usage (interdiction aux camions >7,5 tonnes). Une nouvelle inspection a révélé des dommages sur la structure de soutien du pont sur la rive gauche. Le pont doit maintenant être détruit et entièrement reconstruit. Le ministre des Transports, Patrick Schnieder, en a fait une priorité, alors que le pont est un axe Est-Ouest majeur de la région et une partie de l'autoroute A565. L'association automobile ADAC et la chambre de commerce de Bonn/Rhin-Sieg ont déploré l'impact sur le trafic routier avec de nombreux embouteillages dans la région Bonn – Köln, et l'économie régionale. Le nouveau pont devrait être ouvert fin 2028.

# Entreprises & International

## 1. Chute des actions de Rheinmetall

Le cours des actions du groupe d'armement Rheinmetall a chuté de 19% le 24 juin suite à l'annonce du ministre fédéral de la Défense, B. Pistorius, de l'abandon de la commande de six frégates F123, qui devaient être fabriquées par les chantiers navals Naval Vessels Lürssen (NVL), rachetés par Rheinmetall en septembre dernier. Le ministre a justifié sa décision par les importants retards pris dans la commande ainsi que les hausses de coûts de 8,8 Mds €. En remplacement, le ministère commandera auprès de TKMS huit frégates de type MEKO A-200, plus petites. Rheinmetall devra donc revoir ses prévisions trimestrielles et annuelles de croissance à la baisse. Depuis la publication de ses résultats de l'année 2025, le 11 mars 2026, le cours de l'action est passé de 1 520€ à 1 050€ au 1<sup>er</sup> juillet.

## 2. Création de la joint venture OHB Rheinmetall Space Networks GmbH

Le groupe d'armement Rheinmetall, via sa filiale Rheinmetall Digital GmbH, et le constructeur de satellites OHB ont annoncé la création d'une joint-venture, OHB Rheinmetall Space Networks GmbH, basée à Brême. La direction de l'entreprise sera assurée conjointement par Dennis Winkelmann (OHB) et Alexander Beyer (Rheinmetall). L'entreprise veut répondre au projet de constellation satellitaire de l'armée allemande SATCOMBw 4, d'un montant de 10 Mds€, en proposant une solution intégrée, incluant la livraison, la mise en service, la sécurité informatique et le centre d'opérations cyber. La constellation satellitaire doit permettre de connecter soldats, véhicules militaires et drones, afin de permettre un partage

d'information simultané à tous les échelons de commandement.

## 3. Re-capitalisation en bourse d'OHB

Marco Fuchs, PDG d'OHB SE, a levé 482 M€ lors d'une augmentation significative du capital flottant (de 3 à 17 %) à la bourse de Francfort le 26 juin. La famille Fuchs demeure l'actionnaire majoritaire, à 60 %, suivie par le fonds américain KKR, à 20%. La montée de KKR au capital en 2023 avait conduit à la quasi-disparition du capital flottant. L'opération menée ce mois-ci doit permettre de soutenir l'expansion des capacités de production de satellites et de lanceurs de l'entreprise et de sa filiale bavaroise RFA. OHB est une entreprise en plein essor alors que le secteur spatial allemand est soutenu par les 35 Mds € d'investissements annoncés par le ministre fédéral de la Défense en septembre 2025.

## 4. La ministre de l'Économie et de l'Énergie en voyage en Turquie et au Kazakhstan pour renforcer la coopération bilatérale

La ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, s'est rendue pour la première fois en Turquie les 18 et 19 juin. Aux côtés du ministre du Commerce turc, elle a co-présidé la réunion de la commission économique et commerciale mixte germano-turque. La ministre a également participé au Forum germano-turc de l'énergie, ce qui lui a permis d'échanger avec des représentants politiques et économiques sur les moyens d'intensifier la coopération bilatérale afin de garantir un approvisionnement énergétique sûr et de stimuler les investissements. C'est pour poursuivre ce même but de renforcement bilatéral que K. Reiche s'est ensuite rendue au Kazakhstan, partenaire

clé possédant 21 des 34 matières premières jugées stratégiques par l'UE et premier partenaire économique de l'Allemagne en Asie centrale. Les discussions ont ciblé la sécurisation et la diversification des livraisons de pétrole et de minerais rares par le biais d'un partenariat technologique durable. (Sources : [BMWE](#), [BMWE 2](#))

## 5. Intervention du Chancelier et des Ministres fédéraux lors de la Journée de l'Industrie

Le BDI (fédération de l'industrie allemande) a organisé, les 22 et 23 juin, la Journée de l'Industrie (*Tag der Industrie*) lors de laquelle le chancelier F. Merz est intervenu. Il a notamment souligné l'indissociabilité des politiques économique et commerciale face aux défis internationaux actuels. Il a ensuite dressé un bilan, après un an au pouvoir de la coalition CDU/SPD, en citant la réforme des retraites, la défense, l'innovation et le numérique. Plusieurs ministres fédéraux sont également intervenus. Ainsi, la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, a mis en avant l'IA industrielle et l'énergie, tandis que le ministre fédéral des Affaires étrangères, Johann Wadepful, a abordé le sujet de la politique commerciale (réduction des dépendances critiques, nécessité de conclure de nouveaux accords de commerce) et s'est prononcé en faveur d'une approche cohérente de l'*Industrial Accelerator Act*.

## 6. Les États-Unis ouvrent une enquête commerciale contre l'Allemagne sur le prix des médicaments

Le Bureau du représentant américain au Commerce (*United States Trade Representative, USTR*) a [ouvert](#) le 18 juin une enquête commerciale sur le fondement de la section 301 contre l'Allemagne re-

lative au prix des médicaments. L'Allemagne est accusée d'appliquer des politiques injustes de tarification des produits pharmaceutiques innovants, réduisant les revenus des laboratoires et limitant leurs capacités d'investissement en R&D, ce qui alourdirait proportionnellement la charge financière des patients américains et freinerait l'innovation pharmaceutique mondiale. Elle est également critiquée pour ses conditions de confidentialité des montants remboursés et pour un projet de loi de réforme de l'assurance maladie prévoyant la hausse des remises obligatoires que doivent consentir les fabricants aux caisses publiques d'assurance maladie. Berlin, qui met en avant ses contraintes budgétaires, promet un dialogue avec Washington tout en insistant sur sa compétence nationale dans ce domaine.

## 7. Eli Lilly et Boehringer Ingelheim annoncent la réduction de leurs investissements en Allemagne

Les groupes pharmaceutiques Eli Lilly et Boehringer Ingelheim ont annoncé réduire leurs investissements en Allemagne en réaction au projet de loi de réforme de l'assurance maladie, qui prévoit notamment des économies sur les dépenses de médicaments. Eli Lilly divise par deux son projet de 2,3 Mds € à Alzey (Rhénanie-Palatinat) et envisage de rediriger une partie des fonds vers les États-Unis, où deux nouveaux sites sont prévus. De son côté, Boehringer Ingelheim annule 900 M€ d'investissements prévus en Allemagne, privilégiant les investissements aux États-Unis à hauteur de 10 Mds €.

## 8. Made in Europe : la fédération allemande de l'automobile (re)positionne

Le VDA (*Verband der Automobilindustrie*) modifie sa position sur la proposition de règlement *Industrial Accelerator Act* (IAA) publié par la Commission européenne en mars 2026. Soutenant la logique du « *Made in Europe* », la fédération allemande demande à ce que le calcul du contenu européen intègre l'assemblage, l'ingénierie et la R&D, et pas seulement l'origine des pièces. Elle propose d'abaisser le seuil du « *fleet booster* » de 85 % à 70 %, en resserrant en contrepartie le périmètre géographique à l'UE-27 et l'EEE — une architecture proche de celle défendue par Renault, Stellantis et Volkswagen dans leur lettre commune aux Etats membres le 12 juin. Le VDA juge aussi irréaliste l'obligation de localiser les cellules de batteries dès 2028 et demande un report à 2031. Enfin, il souhaite sortir l'automobile des quotas d'acier bas carbone prévus pour les marchés publics.

## 9. Volkswagen avance dans sa restructuration radicale

Le constructeur automobile Volkswagen continue son programme de restructuration. Selon des sources internes, le groupe pourrait doubler les suppressions de postes annoncées d'ici 2030. En 2024, Volkswagen avait annoncé la suppression de 50 000 postes à l'échelle du groupe (chez VW, Audi, Porsche et au sein de la division logicielle Cariad). Selon la presse, le PDG du groupe, Oliver Blume, aurait prévu la suppression de 50 000 postes supplémentaires. Ce plan devra être examiné et discuté par le conseil de surveillance le 9 juillet 2026. En Allemagne, Volkswagen envisage de fermer quatre usines : le site Audi de Neckarsulm et des usines Volkswagen à Hanovre, Zwickau et Emden. Les effectifs en Allemagne devraient diminuer de 19 000 personnes d'ici la fin de l'année. Le PDG du groupe,

Oliver Blume, a confirmé que plus de 28 000 départs ont été convenus d'ici 2030. Le groupe emploie actuellement 657 000 personnes dans le monde, dont 290 000 en Allemagne.

## 10. BMW revoit à la baisse ses perspectives pour 2026

BMW a publié le 17 juin un avertissement sur les résultats pour l'exercice 2026, invoquant la faiblesse du marché chinois, les répercussions du conflit au Moyen-Orient et les mesures de restructuration interne. Le groupe anticipe désormais un recul « net » de son résultat avant impôts, contre un repli « modéré » annoncé le 12 mars dernier. La marge Ebit est ramenée à une fourchette de 1 à 3%, contre 4 à 6% auparavant. Il s'agit du troisième avertissement sur résultats (*profit warning*) consécutif du constructeur automobile, après les difficultés liées à un défaut sur les systèmes de freinage de son fournisseur Continental en 2024, et au ralentissement structurel de la demande chinoise en 2025. Le nouveau président du directoire Milan Nedeljkovic, qui a succédé à Oliver Zipse le 14 mai, a annoncé vouloir accélérer les mesures d'économies au sein du groupe, sans exclure l'accélération d'un plan de suppressions de postes. Les résultats du premier semestre seront présentés le 30 juillet.

## 11. Plus de 11 300 brevets allemands sont détenus par la Chine

Selon une étude de l'institut IW et de la fondation Bertelsmann, la Chine a acquis plus de 11 300 brevets développés en Allemagne en 20 ans. Au total, un tiers des inventions développées en Allemagne revient déjà à un propriétaire étranger : un peu moins d'un tiers revient aux États-Unis, suivis de la Suisse (11 %) et de la France (7,5 %). Par ailleurs, entre 2000 et 2022, l'Allemagne a déposé 650 000 brevets transnationaux (c'est-à-dire protégés dans plusieurs

pays), dont 189 000 sont désormais détenus par des entités étrangères. La fuite des brevets est particulièrement marquée dans le secteur de la construction mécanique, domaine clé pour la Chine. La capacité de l'Allemagne à innover semble toutefois s'amenuiser. Sur le marché mondial des dépôts de brevets transnationaux, sa part serait passée de 22% en 2000 à 15% en 2022. Selon l'étude, l'Allemagne n'investirait pas suffisamment dans la R&D, contrairement à la Chine dont les dépenses ont été multipliées par 20 entre 2000 et 2021, représentant désormais près de la moitié des dépenses mondiales.

## **12. BioNTech traverse sa crise la plus sévère depuis sa création**

Les fondateurs de l'entreprise, Ugur Sahin et Özlem Türeci, ont annoncé leur départ de BioNTech d'ici fin 2026 pour créer une nouvelle société dédiée à la recherche en ARN messenger, en emportant une partie du portefeuille de recherche précoce ainsi que plusieurs centaines de chercheurs. L'entreprise de biotechnologies basée à Mayence et fondée en 2008 traverse aujourd'hui sa crise la plus sévère depuis sa création : le chiffre d'affaires est passé de 17 Mds € en 2022 à moins de 3 Mds € en 2024, avec des pertes qui se sont creusées jusqu'à 1,12 Md € en 2025, faute de produit de relais commercialement mature au-delà du vaccin anti-Covid développé avec Pfizer. Le groupe avait déjà engagé depuis 2025 plusieurs vagues de restructuration : environ 1 300 suppressions de postes annoncées en 2025, puis 1 860 emplois supplémentaires et la fermeture de quatre sites de production (Idar-Oberstein, Marburg, Tübingen et Singapour) annoncées en mai 2026. Au total, jusqu'à 3 000 postes pourraient disparaître d'ici fin 2027, alors que le groupe se recentre sur l'oncologie.

## **Numérique & Innovation**

### **1. Protection des mineurs en ligne**

La commission d'experts chargée par le gouvernement fédéral allemand de formuler des propositions sur la protection des mineurs en ligne a remis son rapport composé de 56 recommandations à la Ministre K. Prien, ministre fédérale de la Famille, des Seniors, des Femmes et de la Jeunesse. Faute d'accord entre les experts, la commission propose deux options sur la limite d'âge: instaurer un âge minimum légal de 13 ans, assorti d'une vérification de l'âge et de protections graduées jusqu'à 18 ans, ou privilégier des restrictions fondées sur le niveau de risque des services proposés sans limite d'âge légale uniforme. Dans les deux cas, la Commission recommande une réponse harmonisée au niveau européen dans le cadre du règlement sur les services numériques (DSA), plutôt qu'une législation nationale. La ministre K. Prien s'est prononcée en faveur de la première option. Les réactions restent partagées entre les partisans d'un âge minimum plus élevé et les défenseurs d'une approche centrée sur l'éducation aux médias et la responsabilisation des plateformes.

## 2. L'Allemagne est Pays à l'Honneur de VivaTech 2026

L'Allemagne était Pays à l'Honneur de VivaTech 2026, pour cette 10ème édition du plus grand festival européen de startups. Avec plus de 200 start-ups exposantes, 14 Länder allemands présents et de nombreuses agences fédérales du numérique, l'Allemagne s'est démarquée par une présence remarquable de son écosystème scientifique et technologique. Cette édition a été empreinte d'un fort dynamisme franco-allemand grâce à de nombreuses annonces, notamment celles du lancement du Forum pour l'avenir franco-allemand numérique, de la publication d'une position commune franco-allemande sur la souveraineté numérique, ainsi que la conclusion de partenariats entre les écosystèmes français et allemands d'innovation. Son Excellence F. Delattre, Ambassadeur de France en Allemagne était présent pour l'occasion, ainsi que les Ministres allemands K. Wildberger (Ministre fédéral du Numérique et de la Modernisation de l'Etat) et D. Bär (Ministre fédérale de la Recherche, de la Technologie et de l'Espace).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Jérôme BROUILLET

Rédacteurs : Adèle BESSOULE, Amélie BOUJU, Mathilde FLAMANT, Clara FUMEX, Marie GEERAERTS, Thomas GOUJAT-GOUTTEQUILLET, Stéphanie JALLET, Camille LARMINAY, Corinna VOLKER

Rellecteurs : Bertrand LE TALLEC, Frédéric MARCHAL

Abonnez-vous : [berlin@dgtresor.gouv.fr](mailto:berlin@dgtresor.gouv.fr)